



MAIRIE DE SALLES D'ANGLES
16130
☎ 05.45.83.71.13
FAX : 05.45.83.64.00
Email : secretariat@sallesdangles.com

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
Dossier déposé le 15/07/2025, Complété le 15/07/2025	N° PC 16359 23 W0003 M02
<p>Par : STE JAS HENNESSY & CO représentée par Monsieur SORIN Marc</p> <p>Demeurant à : 1 Rue de la Richonne 16100 Cognac</p> <p>Pour : Construction d'un poste de garde</p> <p>Sur un terrain sis à : ROUTE DE COGNAC, ZA LE PONT NEUF - 16130 Salles-d'Angles Cadastré : ZA70, ZA72, ZA71, ZA73, ZA75, ZA76, ZB43, ZA77, ZB45, ZA78, ZB30, ZB73, ZB46, ZA66, ZB42</p>	<p>Surface de plancher créée : 50 m²</p> <p>Destinations : Industrie</p>
DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE	
<p>N° Dossier : PC 16359 23 W0003</p> <p>Déposé le : 19 avril 2023</p> <p>Décidé le : 01 septembre 2023</p>	

Le Maire,

Vu la demande de PC 16359 23 W0003 M02 susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 25 avril 2024, et notamment le règlement de la zone UX,

Vu l'avis Favorable du DRAC Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 01 août 2025, dont copie jointe au dossier,

Vu le PC 16 359 23 W00003 (PC initial) accordé par arrêté du 01 septembre 2023,

Vu la demande de modification portant sur :

- L'agrandissement du poste de garde de 6 m² (surface de 50 m² au lieu de 44 m²) ;
- La diminution de la hauteur du poste de garde (3,24 m à l'acrotère au lieu de 3,65 m)
- La suppression d'une place de parking (7 places au lieu de 8)

*****ARRÊTE*****
LE PRESENT PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF EST ACCORDE POUR LE PROJET ET LES SURFACES DECRITS DANS LA DEMANDE SUS VISEE.

Les documents modificatifs joints à la présente demande sont approuvés.

Le présent arrêté MODIFIE et COMPLÈTE l'arrêté précité auquel il demeure désormais annexé.

Conformément à l'article L.425-14 du code de l'urbanisme, le permis de construire ne peut être mis en oeuvre :

- Avant la délivrance de l'autorisation environnementale mentionnée à l'article L.181-1 du code de l'environnement, sauf décision spéciale prévue à l'article L.181-30 du même code,
- Avant la décision d'acceptation pour les IOTA soumis à déclaration en application du II de l'article L.214-3 du même code.

SALLES-D ANGLÉS, le 29/08/2025

Le Maire

Marcel GERON



Le projet de construction est soumis à taxes d'urbanisme. Une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions ; **la déclaration est à effectuer sur l'espace sécurisé depuis le site impots.gouv.fr.**

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.